

« On ne passe plus ! »

Après la prise de Butaré, le Front patriotique rwandais se heurte, dans sa progression vers l'ouest, aux troupes françaises postées à Gikongoro

GIKONGORO
(sud du Rwanda)

de notre envoyée spéciale

C'est un tournant, le dernier virage avant le *no man's land*. Un gendarme rwandais tient le barrage constitué d'une planche cloutée. Un parachutiste français observe à la jumelle les collines qui se chevauchent doucement en direction de Butaré. Le Front patriotique rwandais (FPR) a pris la ville, dimanche 3 juillet, sans grande résistance. Mais s'il veut continuer sa progression vers l'ouest, il trouvera désormais les

trouve « en face » quelque deux mille combattants du FPR. Les Français, qui attendent de leur côté le renfort de trois cents légionnaires, sont cent cinquante dans ce qui devient une position stratégique du conflit rwandais.

A Gikongoro, le commandement français est installé dans le village de l'association SOS Enfants, déserté par ses occupants. Au sommet d'une colline, l'endroit domine la campagne vallonnée, plantée de thé, que l'on cultive en terrasses, dans ce pays d'altitude, et que l'on

Gikongoro, les « visiteurs » attendent. Trois Russes, épouses de Rwandais, récupérées à Butaré avec leurs enfants, sont en instance d'évacuation par un hélicoptère Puma. L'évêque, Mgr Augustin Misago, réclame des forces françaises « assez de fermeté pour que cette guerre fratricide qui n'a plus de sens puisse s'arrêter ».

Les voitures des officiers rwandais qui se présentent au portail sont poliment refoulées. L'armée gouvernementale est dans un état de déroute indescriptible. Certains soldats sont à leur poste mais leur tâche ne consiste souvent qu'à ouvrir et refermer les barrages au passage des véhicules. D'autres, assis à l'arrière de camionnettes bourrées de familles, semblent se replier avec une arme qu'ils ne quittent pas, sans qu'on puisse en discerner l'utilité. A Kigémé, à l'ouest de Gikongoro, une école militaire continue d'offrir. Dimanche, les recrues se livraient à une partie de football très disputée, à une cinquantaine de kilomètres d'un front vers lequel, semble-t-il, rien ne les pressait. Lundi, plusieurs centaines d'entre eux effectuaient un jogging épuisant, torse nu, sous le regard de dizaines de militaires blessés, accompagnés de leur famille. Tous semblent se replier sous le parapluie français.

Dans l'après-midi de lundi, les militaires français se sont installés autour de Gikongoro, une ville de commerce où des réfugiés de la première heure se sont reconvertis dans des activités diverses à destination des suivants. Des voitures à haut-parleur de la préfecture sont passées dans les rues pour informer les habitants qu'il n'était plus nécessaire de fuir. Ce qui n'a pas empêché les véhicules administratifs de Butaré de prendre la direction de la frontière.

Les commandos de l'air français protègent un camp de Tutsis et l'armée tient à souligner qu'elle empêche « qui que ce soit » de menacer « toute population civile quelle qu'elle soit ». Les commandos de marine ont, de leur côté, pris position, avec une vingtaine de véhicules, dans un camp de réfugiés qui accueille quelque 50 000 personnes à Cyanika. Une avancée du FPR les aurait d'autant plus contraintes à un nouvel exode que la plupart d'entre elles viennent de régions où les massacres de Tutsis ont été effroyables. « C'est toujours une opération humanitaire. Au sens sécuritaire », dit le colonel Thibaut.

Sous l'église Notre-Dame-de-la-Paix de Cyanika, les réfugiés ont construit des abris avec des feuilles d'eucalyptus séchées. Certains se sont installés dans des maisons détruites pendant les massacres et dont les fenêtres ont été reconstruites. Trois mois après le début de l'horreur, on peut choisir d'être amnésique. Il suffit de parler, au hasard, à la première victime francophone qui se présente pour que la mémoire se réveille. C'est un brave homme, joyeux, qui a un ami à Lille. Il vient du village de Nyamata, dans le Bugesera, où il était catéchiste, un village dont le seul nom évoque le martyre de centaines de personnes massacrées dans l'église. Cinq mille habitants de Nyamata sont réfugiés dans le camp.

CORINE LESNES

COMMENTAIRE

Solitude et dignité

DEUX lectures sont possibles de l'opération « Turquoise », menée par la France au Rwanda avec l'accord du bout des lèvres du Conseil de sécurité. La première consiste à l'inscrire dans la longue tradition coloniale et post-coloniale française, avec son tryptique militaire, économique et religieux et les rivalités entre les puissances aspirant à étendre leurs empires. La France, héritière de l'hégémonie belge sur l'ancien Ruanda-Urundi, tenterait, sous couvert d'opération humanitaire, de maintenir dans cette région d'Afrique orientale une influence que lui disputerait, par FPR et Tutsis interposés, les Etats issus de l'empire colonial britannique, notamment l'Ouganda de Yoweri Museveni, un dirigeant sur lequel Londres et Washington fondent de grands espoirs. Cette analyse, qui verrait derrière l'actuel drame vécu par les populations rwandaises la cynique répétition de la rivalité franco-britannique de la fin du siècle dernier, peut se nourrir des réactions épidermiques qui se manifestent dans les chancelleries, et qui sont complaisamment relayées par les médias internationaux : « Regardez ces officiers du FPR, n'est-ce pas bizarre qu'ils ne parlent qu'anglais ? », fait-on remarquer à Paris.

Dans la presse britannique, allemande ou américaine, on trouve les échos du soupçon qui pèse sur les véritables intentions de Paris, prenant en main l'opération « Turquoise » dans l'intention d'éviter la déroute totale de ses protégés de Kigali sous couvert d'une action humanitaire aussi tardive qu'unilatérale. Paris n'ayant pu empêcher les massacres perpétrés par les milices hutues favorables au défunt président Juvénal Habyarimana. « Le déploiement français actuel, que les officiels présentent avec cynisme comme une action humanitaire en réponse à une demande publique d'intervention, a le goût davantage dans la lignée de la politique traditionnelle de l'Elysée, destinée à empêcher le FPR de prendre le pouvoir. Les Français ont

compris que l'avènement d'un gouvernement civilisé pourrait avoir un effet explosif sur les pays voisins - dans l'instable Zaïre par exemple, où le peuple pourrait être tenté de renverser le président Mobutu par la violence », écrit par exemple *The Guardian*.

Kigali et les trois quarts du territoire rwandais étant tombés aux mains de forces du FPR, on continue dans maintes capitales occidentales à regarder d'un oeil plus que méfiant le comportement militaire des Français, dont les soldats ont cessé de jouer le rôle d'ONG en uniforme pour reprendre celui de bras armé d'une politique qui vise à éviter que les massacres viennent s'ajouter aux massacres. Ainsi, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* un quotidien allemand dont les prises de positions ne sont jamais très éloignées de celles de la chancellerie de Bonn, note avec scepticisme qu'« il ne faudra pas attendre longtemps avant que la France ne s'enlise dans le bourbier rwandais, ayant de plus contribué à une partition du pays dont on voit déjà les contours ».

L'indifférence des nations

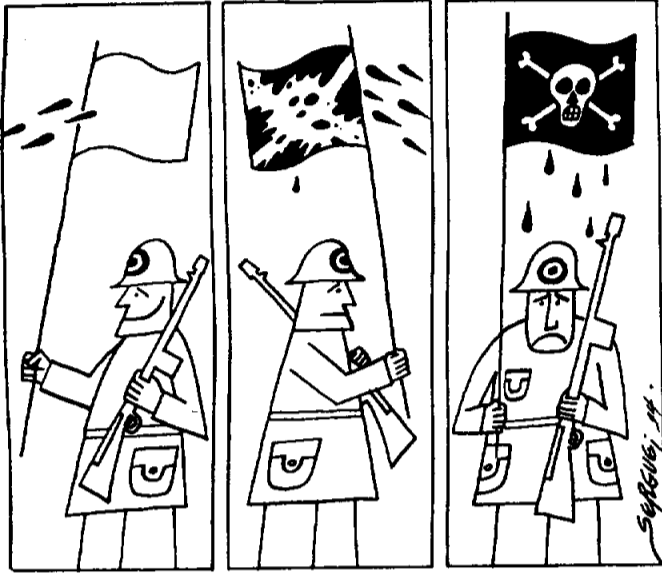
En résumé, la France serait, dans l'affaire rwandaise, frappée d'une triple indignité : celle d'avoir perpétué, trois décennies après les indépendances africaines, un « clientélisme » dévastateur pour les droits de l'homme et la prospérité dans son ex-empire ; celle d'avoir armé les exécutants d'un génocide qui vient d'être dénoncé par l'ONU ; enfin, d'avoir mis en place un système permettant aux bourreaux - les miliciens hutus - d'échapper à un châtement pourtant réclamé dans ces colonnes par Alain Juppé (*le Monde* du 2 juillet).

L'autre lecture, que les autorités françaises tentent avec l'enthousiasme de faire prévaloir dans la communauté internationale, est celle d'une opération « Turquoise » engagée dans une quasi-solitude

pour mettre fin à l'indifférence des nations face aux massacres les plus horribles ayant eu lieu de mémoire d'homme sur le continent africain. « Il ne s'agit plus de soutenir un tel ou un tel, fait-on valoir au Quai d'Orsay, mais de faire en sorte que les centaines de milliers de réfugiés qui fuient l'avance des forces du FPR trouvent un refuge protégé des exactions qui ne manqueraient pas d'être commises contre eux. » On ajoute également que la création, instamment demandée aux Nations unies, d'une zone de sécurité sur le territoire rwandais même est de nature à éviter un afflux de réfugiés dans les pays voisins, le Zaïre et le Burundi. On se défend, naturellement, d'avoir profité d'une opération proclamée « humanitaire » pour « voler » leur victoire totale aux forces du FPR. On fait remarquer qu'au contraire la présence française à la frontière zaïro-rwandaise a coupé l'approvisionnement en armes et en munitions des forces gouvernementales.

Paris, capitale soupçonnée, arrivera-t-elle à persuader ses partenaires que la voie choisie par elle pour mettre fin à un gâchis où sa responsabilité historique, voire sa dignité, est engagée est, sinon la meilleure, du moins la seule possible ? Arrivera-t-on à mettre sur pied cette MINUAR 2 qui devrait permettre la mise sur pied d'une solution politique associant au pouvoir les « ethnies » qui se déchirent aujourd'hui ? Le pari du gouvernement français consistant à être relevé d'ici à la fin du mois de juillet par une force multinationale a peu de chance d'être gagné. Les réticences américaines - Washington marchande en ce moment sur le prix de son appui logistique -, les tergiversations de l'UEO, le peu d'enthousiasme des autres Africains à répondre « présent » à l'appel de François Léotard (*le Monde* du 4 juillet) font augurer d'une longue période de solitude pour la France au Rwanda.

LUC ROSENZWEIG



troupes françaises devant lui. L'ordre a été donné, lundi 2 juillet, en début d'après-midi, aux soldats du colonel Thibaut, postés à Gikongoro. « On ne passe plus », résume le colonel. Si le FPR vient et menace les populations, nous tirerons sur le FPR. »

Une jeep française est postée dans le virage, situé à 28 kilomètres de Butaré. Equipée de missiles antichars Milan, elle est garée un peu en retrait du barrage rwandais, mais sa présence consacre une sorte d'alliance objective entre les forces gouvernementales et les soldats de l'opération « Turquoise ». Quelle que soit la raison humanitaire qui est donnée, la France a, de fait, choisi son camp. Elle s'écarte de la neutralité qu'elle tentait d'observer en secourant des populations indifférenciées, et, dans les faits, elle devient sur place une sorte de force d'interposition, mission que le général Lafourcade avait jusque-là réfutée.

Selon le colonel Thibaut, il se

recolte à quelques kilomètres du front, car c'est la saison. De front, il semble d'ailleurs qu'il n'y ait pas. Rien de fixe ou de rectiligne. Le FPR a encore fait, dimanche, la preuve de sa capacité d'enveloppement et d'apparition subite lorsque, à la sortie ouest de Butaré, militaires français et journalistes se sont trouvés face à des rebelles arrivés d'on ne sait où.

Une armée gouvernementale en déroute

Il était d'ailleurs difficile d'identifier ces combattants du FPR dans la fuite collective de paysans, de militaires en uniforme, de fugitifs ou de déserteurs qui marchaient sans bruit ni panique, comme si le temps était la dernière chose qui leur était comptée.

A l'entrée du PC français de